

				
				
				

Les sciences sociales européennes face à la globalisation de l'éducation et de la formation : vers un nouveau cadre réflexif et critique ?

*Appel à contributions - Colloque international
17, 18 et 19 novembre 2014
Université de Picardie Jules Verne (Amiens)*

Organisation

Université de Picardie Jules Verne - CAREF (Centre Amiénois de Recherche en Education et Formation (EA 4697)), AISLF (Association internationale des Sociologues de Langue Française, CR 07 Éducation, Formation, Socialisation), AFEC (Association Francophone d'Éducation Comparée), EERA (European Educational Research Association, réseau 28 Sociologie européenne de l'éducation), ENS de Lyon/IFÉ (Institut Français de l'Éducation) - Triangle (UMR 5206), Université de Strasbourg - SAGE (Sociétés, Acteurs, Gouvernement en Europe (UMR 7363)), Université de Bordeaux - LACES (Laboratoire Cultures, Education, Sociétés (EA 4140)), Université catholique de Louvain (UCL Mons) – GReSAS (Groupe de recherche sociologie action sens).

Lieu : UFR des Sciences humaines, sociales et philosophie – Campus d'Amiens

Langues : français, anglais (avec traduction simultanée dans les deux langues)

Présentation

Ce colloque s'inscrit dans le prolongement de réflexions engagées lors de Congrès de l' AISLF, de l' AFEC et de l' EERA. Plusieurs laboratoires, revues et sociétés savantes ont souhaité une réflexion sur les changements qui affectent le monde de la recherche concernant les sciences sociales de l'éducation et les repositionnements qu'ils appellent. Depuis au moins la fin de la Seconde Guerre mondiale, les conjonctures politique et scientifique ont été dominées par un projet de démocratisation qui accompagnait la mise en place d'États-providence : un objectif d'égalité des chances, la mise en place d'une école compréhensive qui rassemble tous les enfants de cinq à quinze ou seize ans, des mesures visant à offrir à tous de meilleures chances d'accès à l'enseignement supérieur, etc. C'est une banalité de constater que ce modèle est en crise mais il est beaucoup plus difficile de caractériser les politiques qui lui succèdent. Diverses orientations apparaissent, qui ne s'organisent pas en projet cohérent : la diversification des principes de justice susceptibles de gouverner l'éducation et en particulier l'équité et la reconnaissance des différences ; l'extension de la logique marchande, le développement des standards et les nouvelles technologies politiques de l'obligation de rendre compte, l'apparition de nouvelles échelles et dynamiques temporelles et spatiales liées à la globalisation, l'émergence d'un espace européen de formation tout au long de la vie, etc. Les termes d'État post-providence, d'école post-compréhensive ne constituent que des pierres d'attente. Ces évolutions appellent la mise au point d'un nouveau cadre conceptuel et méthodologique pour les sciences sociales qui doivent rendre compte du nouvel état du monde : déplacements des cadres d'analyse et reformulations des questions classiques, émergence de questions et problématiques nouvelles ; réflexions sur les différentes échelles de gouvernement et l'internationalisation de l'action publique, etc.

La globalisation tend à rendre légitime des instruments d'évaluation et des rankings qui alignent l'évaluation de la qualité des travaux de recherche et des publications sur des standards extérieurs à la communauté universitaire. Pour se resituer dans le nouveau contexte, les sciences sociales européennes de l'éducation doivent interroger à la fois les conditions de production de la connaissance et leur influence sur l'évolution des politiques d'éducation. Le colloque se propose donc de débattre de trois questions qui constituent autant de facettes du même objet :

- La construction d'un nouveau cadre pour rendre compte d'un nouvel état du monde, caractérisé par une recomposition parallèle des formes de la justice et des formes de l'État dans un contexte de globalisation.
- Le maintien, dans la construction de ce nouveau cadre, d'une exigence théorique et d'une position « critique » (au sens où elle s'efforce de se tenir à distance des discours normatifs et idéologiques) portées par les traditions européennes.
- Le maintien du pluralisme épistémologique et linguistique dans les outils de diffusion et de valorisation.

Le colloque envisagera ces questions à tous les niveaux : enseignement scolaire, enseignement supérieur, formation professionnelle, apprentissage tout au long de la vie, etc.

Organisation

Séances plénières

Les débats des séances plénières se centrent sur quelques grandes orientations problématiques. Dans un univers politique à justification multiple, il s'agit d'abord de construire le cadre dans lequel se développent les explorations actuelles et d'envisager les grammaires politiques qui peuvent être générées à partir de cette matrice. Il sera ensuite possible de se demander si certaines configurations résistent mieux que d'autres aux épreuves auxquelles elles sont soumises. Ce cadre permettra également d'envisager la question de la relance de la critique. Quelles nouvelles formes de solidarité ? Quelles nouvelles formes de représentation politique ? Mais aussi quelles nouvelles formes de domination apparaissent ? Le colloque fera aussi le point sur cette diversification des espaces de conception et de mise en œuvre les politiques d'éducation et sur la circulation des modèles qui caractérise cette période de globalisation. Il s'intéressera aussi au projet européen et à sa proposition de concilier efficacité économique et justice sociale au travers d'une politique du Life Long Learning. Enfin, il abordera de front les questions des rapports entre science, société et politique. Dans le domaine de l'éducation, le projet social-démocrate des années 1960 s'est construit dans une relative confiance entre chercheurs et décideurs mais ce compromis s'est défait avec la crise des années 1980. Comment retrouver le chemin d'un dialogue et d'une compréhension mutuelle ?

Ateliers

Les ateliers développent les problématiques travaillées en plénières à propos de quelques thèmes. La liste qui suit est purement indicative et bien d'autres thèmes pourront être abordés en fonction des réponses à l'appel à contribution.

- Les recompositions de l'État-Educateur et les différentes formes de recherche d'une Troisième voie entre État et marché, égalité et performance, etc.
- L'École post-compréhensive en Europe : quels enjeux ?
- L'éducation, un dialogue avec les sciences sociales du politique
- Grands espaces, échelles de gouvernement et comparatisme
- Au-delà de la critique : une relance des utopies ?
- Le pluralisme des régimes de vérité : conséquences pour l'éducation et la recherche
- Sociologie de l'éducation et études comparées
- Les publications : comment la recherche réflexive et critique peut-elle faire entendre sa voix dans l'espace européen et international ?

Appel à contributions

L'Europe constituera l'objet central des réflexions et des discussions. Néanmoins, les Associations et les Revues qui participent à la conception du colloque se développent dans des espaces débordant largement le cadre européen : l'ensemble du monde anglophone pour les Associations et les revues de langue anglaise, l'Afrique et l'Amérique du Nord pour la francophonie, l'Amérique Latine pour l'espagnol et le portugais, etc. Le colloque est donc largement ouvert aux participants des espaces francophone, lusophone, hispanophone, etc., qui rencontrent les mêmes questions que leurs collègues européens.

Les propositions de contributions doivent être envoyées avant le 15 mars 2014 à l'adresse de <sarah.croche@u-picardie.fr>.

Elles ne doivent pas dépasser 4000 signes (soit une page, une page et demie) et présenter clairement l'objet de l'intervention : le cadre de référence, les éléments empiriques, la méthodologie, etc.

Ces propositions seront examinées par le Comité scientifique qui rendra sa réponse avant le 15 avril 2014.

Des frais d'inscription seront demandés aux participants. Ils comprendront l'accès aux séances plénières et aux ateliers, les documents du colloque et les lunches et pause-café pour les trois jours. Ils s'élèvent à 200 euros pour une inscription normale et à 100 euros pour les doctorants.

Publications

Le colloque est soutenu par plusieurs revues et responsables de collection. Il débouchera sur plusieurs publications : ouvrages collectifs, dossiers de revues dans différentes langues. Le Comité scientifique formulera des propositions à l'issue du colloque.

Comité scientifique

Dalila ANDRADE DE OLIVEIRA (Université Fédérale du Minas Gerais, Belo Horizonte, *Revista Brasileira de Educação*), Luciano BENADUSI (Université La Sapienza Rome, *Scuola Democratica*), Jean-Émile CHARLIER (Université catholique de Louvain, GREAS, AISLF, *Éducation et Sociétés*), Sarah CROCHE (Université de Picardie Jules Verne, CAREF, AISLF), Dorota DAKOWSKA (Université de Strasbourg, SAGE), Roger DALE (Université de Bristol, *Globalization, Societies and Education*), Jean-Louis DEROUET (ENS de Lyon/IFÉ/Triangle, AISLF, *Éducation et Sociétés*), Pierre DORAY (Université du Québec à Montréal, AISLF, *Éducation et Sociétés*), Yves DUTERCQ (Université de Nantes, CREN, AISLF, *Éducation et Sociétés*), Julieta ESPINOSA (Université Fédérale de l'État de Morelos-Cuernavaca), Fassa FARINAZ (Université de Lausanne, AISLF), Mariano FERNANDEZ-ENGUIA (Université de Salamanque, *RASE*), Brigitte FRELAT-KAHN (Université de Picardie Jules Verne, CAREF, *Télémaque*), Gaëlle GOASTELLE (Université de Lausanne, AISLF), Luciane KANON (École Normale Supérieure d'Abidjan), Paolo LANDRI (IRPPS-CNR, Italie), Martin LAWN (Université d'Édimbourg, EERA, *European Educational Research Journal*), Sverker LINDBLAD (Université de Gothenburg, EERA), Claude LESSARD (Université de Montréal, AISLF, *Éducation et Sociétés*), Régis MALET (Université de Bordeaux IV, LACES, AFEC, *Éducation comparée*), Sylvie MONCHATRE (Université de Strasbourg, SAGE), Eszter NEUMAN (Université Elte Budapest, EERA), Alice NOGUEIRA (Université Fédérale du Minas Gerais, Belo Horizonte, AISLF), Romuald NORMAND (Université de Strasbourg, SAGE, EERA, *British Journal of Sociology of Education*), Antonio NOVOA (Université de Lisbonne), Bruno POU CET (Université de Picardie Jules Verne, CAREF, *Carrefours de l'éducation*), Julia RESNIK (Université Hébraïque de Jérusalem, AFEC, *Éducation comparée*), Cécile ROBERT (IEP de Lyon, UMR Triangle), Susan ROBERTSON (Université de Bristol), Stanislas STECH (Université Charles de Prague), Antonio TEODORO (Université Lusophone de Lisbonne, *Revista lusofona de educacao*), Éric VERDIER (Université de Provence, LEST Laboratoire d'Économie et de Sociologie du Travail), Didier VRANCKEN (Université de Liège, AISLF)